

COMMÉMORATION AU BÉNIN DE L'INDÉPENDANCE DE LA RD CONGO

Faste et allégresse pour une célébration sous le signe de la renaissance

C'EST DANS L'ALLÉGRESSE, AVEC À SES CÔTÉS DES REPRÉSENTANTS DES INSTITUTIONS DE LA RÉPUBLIQUE ET DU GOUVERNEMENT BÉNOIS, DES MEMBRES DU CORPS DIPLOMATIQUE ET CONSULAIRE DE MÊME QUE DES ORGANISATIONS INTERNATIONALES, QUE LA COMMUNAUTÉ CONGOLAISE A CÉLÉBRÉ LE 49ÈME ANNIVERSAIRE DE L'ACCESSION À LA SOUVERAINETÉ NATIONALE ET INTERNATIONALE DE LA RÉPUBLIQUE DÉMOCRATIQUE DU CONGO. C'ÉTAIT LE 30 JUIN DERNIER, DANS LA RÉSIDENCE DU CHEF DE MISSION DIPLOMATIQUE.

HUGUES A. AHOUNOU

Mavambu Nsakala-Suka, Chargé d'affaires en poste à l'Ambassade de la RDC, Chef de mission diplomatique, le souligne d'entrée : « Le 30 juin est un jour de souvenir pour le peuple congolais ». « Et, chaque année à cette date, nous nous livrons à un exercice de présentation des points saillants qui ont émaillé la vie politique, économique et sociale de la RDC, et cela de façon chronologique de 1885 à 2006 date historique des élections démocratiques libres et transparentes » poursuit-il. C'est d'ailleurs ce que fera le Chargé d'affaires, revenant sur la mort de l'ancien Premier ministre Patrice Lumumba en 1961, l'assassinat de Laurent Désiré Kabila en 2001 ou le coup d'Etat de Mobutu en 1965. Il s'appesantit alors sur l'accession au pouvoir de l'actuel Président Joseph Kabila en 2001 et les réformes engagées depuis lors



Mavambu Nsakala-Suka

« le Chef de l'Etat avait proposé une vision et un programme celui des cinq chantiers, pour changer le Congo dont les maîtres mots

1973 avant de faire un vibrant plaidoyer pour l'investissement au Congo. Plaidoyer qui s'appuie sur

les immenses potentialités du pays qui constituent autant d'opportunités d'affaires. Au cours de son allocution, le Ministre de la communication, Désiré Adadja, intervenant au nom de son collègue des affaires étrangères, souligne : « votre pays le Congo, n'a jamais été la poudrière ni la source de conflits en Afrique centrale, mais plutôt le catalyseur pour le développement de cette partie

de l'Afrique ». Et de se féliciter de l'excellence des rapports de coopération et d'amitié entre les deux pays avant d'appeler de ses vœux à une plus grande dynamisation de cette coopération.

Notons qu'au cours de cette soirée, dont l'organisation doit beaucoup à l'implication de la deuxième secrétaire d'Ambassade Micheline Zombo-Kongo, le Chargé d'affaires a été fait Ambassadeur de la paix.

« Obama, l'Homme qu'on attendait pas ». Un film de 52 min en français

AVIS AU PUBLIC

Le public est cordialement invité à venir suivre au Centre Culturel Américain la retransmission en direct du discours que le Président Obama prononcera lors de son prochain périple international qui le conduira à Accra, au Ghana, le samedi, 11 juillet 2009 à approximativement 13H00. Depuis Accra, le Président Barack Obama parlera des grandes lignes de la politique de son administration en Afrique. Dans son discours, le Président Barack Obama s'adressera non seulement aux Ghanéens, mais également à tous les Africains ainsi qu'à la diaspora africaine. Le discours du Président Obama sera précédé de la projection du film intitulé :

« Obama, l'Homme qu'on attendait pas ».
Un film de 52 min en français

La projection du film commence à 11H45. Les discours commencent à approximativement 13H00.

Ne vous le faites pas conter. Venez assister en direct. Et surtout, soyez à l'heure !

La presse est autorisée et encouragée à couvrir cette manifestation.

N.B. : l'accès au CCA est subordonné à la présentation d'une pièce d'identité valide.

Invitation aux Africains : écrivez au président Obama
Recevez aussi les points essentiels de son discours au Ghana
Vous êtes invités, à partir du 3 juillet 2009, à adresser au président des États-Unis Barack Obama un message texte contenant vos questions et vos commentaires en prévision de son séjour en Afrique. Répondez sans tarder et vous recevrez en SMS les points forts de son discours du 11 juillet 2009 à Accra (Ghana). Ce service est accessible en français et en anglais.

Le président Obama répondra directement à certaines questions choisies, sur les ondes de radios locales en Afrique. Veuillez noter que vos messages pourraient être facturés selon les tarifs locaux et internationaux indiqués par votre fournisseur. Pour envoyer un message au président Obama, à partir de n'importe quel endroit de l'Afrique, veuillez indiquer « anglais » ou « français » dans votre texte pour vous inscrire au +61418601934. Si vous ne recevez pas une confirmation de votre inscription en moins de dix minutes, veuillez renvoyer l'information au +45609910343. La capacité étant limitée, nous vous prions d'écrire sans tarder.

Note importante : les inscriptions pour recevoir les points essentiels du discours du président Obama sont limitées. Les diverses conditions et limitations d'usage s'appliqueront, notamment les tarifs locaux de téléphonie mobile, la couverture des portables, la qualité du service de téléphonie mobile locale et internationale ainsi que les frais annexes le cas échéant. Le service SMS ne peut garantir à 100 % que le message sera envoyé

La Direction des Relations Publiques
de l'Ambassade des États-Unis

HAUSSE SANS CONCERTATION DES ACTEURS SOCIAUX DES TARIFS DE L'EAU ET DE L'ÉLECTRICITÉ

La Ldcb déplore une décision cavalière

LA LIGUE POUR LA DÉFENSE DU CONSOMMATEUR AU BÉNIN (LDCB) REGRETTE L'ABSENCE DE CONCERTATION AVANT LA RÉCENTE AUGMENTATION DES TARIFS DE L'EAU ET DE L'ÉLECTRICITÉ, EN PREND ACTE MAIS EXIGE DÉSORMAIS DES PRESTATIONS À LA HAUTEUR DES NOUVEAUX TARIFS. C'EST L'ESSENTIEL À RETENIR DE LA RENCONTRE, HIER À LA MAISON DE LA SOCIÉTÉ CIVILE, ENTRE LE PRÉSIDENT DE LA LDCB ROMAIN HOUEHOU ET LES PROFESSIONNELS DES MÉDIAS.

A. A.

C'est pour donner son appréciation sur la décision d'augmentation des tarifs de l'eau et de l'électricité conjointement annoncée le 02 juillet dernier par les Directeurs généraux de la Société béninoise d'énergie électrique (Sbee) et de la Société nationale des eaux du Bénin (Soneb), dans un contexte marqué par la cherté de la vie, l'inondation, le délestage et les coupures d'eau, que les responsables de la Ldcb se sont entretenus avec la presse nationale. De prime abord, Romain Houehou, introduit par le Chargé de programmes de la Ligue Etienne Badou, revient sur les raisons avancées pour justifier la hausse, les difficultés de trésorerie. Il estime que cette situation n'est autre que la conséquence de plusieurs années de mauvaise gestion, que n'a eu de cesse de

dénoncer la Ldcb. La Ligue appelle ainsi le Gouvernement à exiger des comptes, à titre pédagogique, des auteurs de cette situation, qui continue d'avoir cours dans bien d'autres sociétés d'Etat. C'est alors que la structure s'interroge sur les garanties que peuvent aujourd'hui donner les actuels dirigeants des deux sociétés sur la bonne gestion des ressources financières supplémentaires qu'induit l'augmentation.

« Les nombreux désagréments subis par les consommateurs seront-ils de lointains souvenirs après l'adoption des nouveaux tarifs ? quelle réforme sera opérée au niveau de la facturation très décriée des consommateurs ? quelle qualité de service doivent attendre désormais les consommateurs avec le sacrifice à consentir ? »... Romain Houehou insiste particulièrement sur le voltage du courant fourni

par la Sbee qui n'atteint pas les 220 volts réglementaires, induisant pour les clients une consommation plus prononcée et des factures trop salées. Il se demande pourquoi la facturation de ces sociétés d'Etat doit être confiée à un cabinet privé et si les consommateurs pourront désormais avoir accès à de l'eau en permanence et en qualité contrairement aux coupures récurrentes et prolongées et à la qualité douteuse de l'eau qui constituent leur lot actuel. « Il est clair aujourd'hui que les consommateurs ne veulent pas payer cher un service dont la qualité ne va pas s'améliorer et dont la continuité sera encore sujette à caution ».

En tout état de cause, la ligue exige aujourd'hui l'ouverture d'un dialogue avec le gouvernement afin qu'elle puisse faire entendre les préoccupations et aspirations des consommateurs.